

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1863-1864.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N<sup>o</sup> 2.

#### Rapports ordinaires.

M. FRISON, *rapporteur.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 15930.                                   | Par pétition datée de Hersselt, le 12 février 1863,<br>Le sieur Verhaert prie la Chambre de voter un crédit pour améliorer la position des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.   |
| 2.                           | 15952                                    | Par pétition datée de Fayt lez-Seneffe, le 14 février 1865,<br>Le sieur Demoulin prie la Chambre de voter une loi qui assure aux secrétaires communaux un traitement en rapport avec les services qu'ils rendent au Gouvernement et à la commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 3.                           | 15752.                                   | Par pétition datée de Turnhout, le 19 décembre 1862,<br>Le sieur Verlinden, ancien chef de l'octroi de la ville de Turnhout, demande que son traitement d'attente soit converti en pension viagère ou qu'il lui soit conservé. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 4.                           | 15782.                                   | Par pétition sans date,<br>Le sieur Renier-Henri Dautzenberg, sergent au 2 <sup>e</sup> régiment de chasseurs à pied, né à Bruxelles, demande d'être admis à faire la déclaration prescrite par l'art. 9 du code civil. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.                            |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|-----------------------------|--|---|
| 5.                          | 15711.<br>15717.<br>16398.               | Par pétition datée d'Emelghem, le 9 décembre 1862,<br>Le conseil communal d'Emelghem demande que le chef-lieu du canton de la justice de paix d'Ingelmunster soit transféré à Iseghem.<br>Même demande du conseil communal de Cachtem et de l'administration communale d'Ideghem.—Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 6.                          | 15915.                                   | Par pétition datée de Tourpes. le 7 février 1863,<br>Le sieur Triquoy demande à recouvrer le droit d'électeur dont il se trouve déchu par suite d'une condamnation judiciaire. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 7.                          | 15712.                                   | Par pétition datée d'Arlon, le 11 décembre 1862,<br>Les dames Hourt et Tandel demandent que les pensions des veuves appartenant au département de l'Intérieur soient augmentées de 18 à 24 p. % du traitement du mari, pendant les dix premières années. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.                       |
| 8.                          | 15933.                                   | Par pétition datée de Beeringen, le 5 février 1863,<br>Les administrations communales du canton de Beeringen demandent qu'on fasse exécuter sans retard la section du chemin de fer de Hasselt à la frontière de Hollande, par le camp de Beverloo. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.                       |
| 9.                          | 15917.                                   | Par pétition datée de Bruxelles,<br>Le sieur Renard, ancien soldat, atteint de cécité par suite d'une ophthalmie contractée au service, demande une pension. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Guerre.  |
| 10.                         | 15931.                                   | Par pétition datée de Malines, le 11 février 1863,<br>La veuve Crabbé demande que son fils Justin, milicien de la levée de 1862, soit libéré du service. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 11.                         | 15707.                                   | Par pétition datée de Nandrin, le 9 décembre 1862,<br>Les facteurs de poste du canton de Nandrin appellent l'attention de la Chambre sur la différence de conditions pour être admis à la pension, qui existe entre les facteurs de poste et les militaires. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 12.                         | 15901.                                   | Par pétition datée de Zoerleparwys, le 5 février 1863,<br>Le sieur Boeckmans prie la Chambre de modifier l'art. 9 de la loi du 30 mars 1861, instituant une caisse centrale   |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

de prévoyance pour les secrétaires communaux, dans ce sens que les pensions des participants seront liquidées à raison d'un trentième au lieu d'un soixantième de la moyenne du traitement qui a été assujéti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

15. 15766. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 décembre 1862,  
Le sieur Paulin demande une loi autorisant les juges de paix qui ne siègent pas au chef-lieu d'un arrondissement judiciaire, à légaliser les signatures des notaires et des officiers de l'état-civil de leur canton. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
14. 15753. Par pétition datée de Grand-Leez, le 10 décembre 1862,  
Le sieur Louis Noel, qui se trouvait à l'étranger à l'époque où il devait satisfaire aux obligations de la milice, demande de pouvoir participer au tirage prochain et de n'être point considéré comme réfractaire jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa pétition. — Concl. — Ordre du jour.
15. 15329. Par pétition datée de Francorchamps, le 2 février 1865,  
Le sieur Marquet demande que le Gouvernement donne suite à sa réclamation contre la manière dont on applique l'art. 71 de la loi communale. — Concl. — Ordre du jour.
16. 15715. Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 13 décembre 1862,  
Le sieur Joostens demande la révision de l'art. 55 de la loi sur la contrainte par corps. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
17. 15772. Par pétition datée du 15 décembre 1862,  
Le sieur Schoultz, greffier de la justice de paix du canton de Louvegnéz, prie la Chambre de réviser le tarif du 16 février 1807. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
18. 15777. Par pétition datée de Vierves, le 26 décembre 1862,  
Les sieurs Bayet, journaliers à Vierves, demandent qu'il soit ordonné une enquête sur des faits se rattachant à la gestion de l'ancien receveur de la commune et à l'administration du collège échevinal. — Concl. — Ordre du jour.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 19.                          | 15815.                                   | Par pétition datée de Liège, le 15 janvier 1863,<br>Le sieur Roland demande une loi tendante à prévenir les abus du cumul. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.   |
| 20.                          | 15909.                                   | Par pétition datée de Louvain, le 7 février 1863,<br>Le bourgmestre de Louvain fait connaître que, d'après les renseignements pris par la police locale, le prétendu Rulot, se disant particulier et domicilié à Louvain, rue des Moines, n° 55, qui s'est plaint à la Chambre d'atteintes aux principes de l'égalité des citoyens devant la loi et de la protection accordée aux étrangers, n'existe point dans cette ville, et qu'il n'y a pas, rue des Moines, une maison du n° 55. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 21.                          | 15864.                                   | Par pétition datée de Romerée, le 29 janvier 1863,<br>Le sieur Colignon, faisant connaître que sa pétition datée du 25 janvier est devenue sans objet, se plaint d'une lettre du parquet de Dinant concernant une condamnation prononcée contre lui. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 22.                          | 15889.                                   | Par pétition sans date,<br>Le sieur Delesalle prie la Chambre de décider si la vente à la roue est une vente ou un jeu de hasard, et si la surprise dite à la roue est défendue. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 25.                          | 15905.                                   | Par pétition datée de Spalbeek, le 4 février 1863,<br>Le sieur Baerts demande une loi qui restitue aux collèges électoraux le droit de nommer leurs magistrats et leurs agents municipaux. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.  |
| 24.                          | 15532.                                   | Par pétition datée de Montignies-sur-Roc, le 27 août 1862,<br>Les membres du conseil communal de Montignies-sur-Roc réclament l'intervention de la Chambre pour que le Département de l'Intérieur revienne sur la décision qu'il a prise au sujet du montant de l'indemnité à faire liquider au profit de l'instituteur communal pour l'instruction des enfants pauvres. — Concl. — Ordre du jour.   |
-